Document généré le 12 oct. 2024 03:08

24 images

Les idées nous séparent, les rêves nous rapprochent

Marie-Claude Loiselle

Numéro 148, septembre 2010

URI : https://id.erudit.org/iderudit/62817ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)
1923-5097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Loiselle, M.-C. (2010). Les idées nous séparent, les rêves nous rapprochent. *24 images*, (148), 3–3.

Tous droits réservés © 24/30 I/S, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les idées nous séparent, les rêves nous rapprochent [1]

Dire que nous vivons dans une société corrompue par les jeux de pouvoir est un truisme. Nous en sommes arrivés à un point où ceux qui crient le plus fort semblent les seuls garants de la démocratie, tandis que les avancées sociales dépendent, croirait-on, de la détermination des différents groupes de pression. Nous avons vite oublié que les luttes syndicales des années 1950-1960 visaient à changer la société, elles qui en sont venues à concentrer essentiellement leurs efforts sur les questions salariales, tout comme nous évitons d'envisager que l'impulsion qui avait pris l'ampleur d'un élan collectif il y a cinquante ans s'est muée aujourd'hui en une extension du néolibéralisme, se perpétuant grâce à l'éclatement de la société en individus ou groupes d'individus revendiquant chacun ses droits, travaillant pour sa cause. Je ne parle pas bien sûr des mouvements de colère populaire, qui peuvent parfois porter fruit (pensons au Suroît), mais de tous ceux qui essaient d'élever leur voix au-dessus des autres sans voir qu'ils jouent trop souvent le jeu du système qui nous asservit collectivement. Comme l'a très bien compris Stephen Harper, il suffit de diviser pour régner.

Mais aujourd'hui, les voix qui en appellent au « grand consensus » – et qui, en cinéma par exemple, déplorent les moindres dissensions au sein du milieu à l'égard de certaines politiques ou décisions qui engagent la communauté – ne sont généralement pas celles qui contribuent à faire naître une quelconque solidarité au sein d'un groupe. Faudrait-il rappeler à ceux qui redoutent des prises de position divergentes que rien ne divise davantage que le pouvoir de l'argent ? Les primes à la performance de Téléfilm Canada en sont un bon exemple, et le projet de fonds commercial envisagé par la SODEC créera le même genre de clivages s'il voit le jour. Les chantres de la bonne entente ne sont-ils pas le plus souvent ceux qui cherchent avant tout à protéger et promouvoir leurs propres intérêts ? Parmi ceux-là, les représentants de la nouvelle élite économique sont les plus voraces et insatiables, et ils se soucient peu de la bêtise que les impératifs mercantiles peuvent engendrer. Yvon Rivard, dans son plus récent essai, *Une idée simple,* écrit ceci : « Je crois, en effet, qu'il suffit d'un peu d'argent, d'un peu de savoir, d'un peu de pouvoir que donnent l'argent et le savoir, pour perdre de vue que notre tâche à tous est de construire une culture, une arche semblable à celle de Noé, dans laquelle les êtres humains peuvent travailler, aimer, vivre en paix, en échappant au déluge quotidien de la bêtise et de la violence».[2] Il rappelle aussi que ce qui nous menace tous, outre la médiocrité, le confort et l'indifférence, c'est justement « l'illusion d'un peu de pouvoir ». Pour cela, nombreux sont ceux qui sont prêts à bien des complaisances : les uns pour s'approprier tout ce que ce pouvoir leur fait miroiter, les autres pour s'agenouiller devant une élite paternaliste qui n'admet aucune critique.

Et c'est ainsi que subrepticement nous avons pu passer d'une tutelle cléricale à une tutelle affairiste, en l'acceptant avec la même soumission. Nos institutions culturelles, elles aussi guidées par cette mystique affairiste, se montrent davantage préoccupées par la « bonne gestion » des fonds qu'on leur fait administrer que par la responsabilité que cet argent leur fait porter : celle d'offrir à des artistes et à des œuvres la liberté d'ouvrir des voies vers d'autres possibles. S'il est clair depuis un bon moment que l'État ne constitue plus comme il le devrait un rempart contre les lois du marché, il semble pourtant de plus en plus difficile d'attirer l'attention sur ses défaillances et ce qui y apparaît vicié sans donner des munitions aux activistes de droite.

En passant de la domination de l'Église à celle de l'Argent, seules les tactiques ont changé. On pourrait dire en boutade que le confessionnal d'hier a été remplacé par les consultations publiques, qui servent souvent d'exutoire au mécontentement des gens. Sans nier les orientations positives qui peuvent parfois résulter de ces consultations, on ne peut pas ignorer qu'il s'agit quand même la plupart du temps d'un des instruments de relations publiques (et de séduction) de notre époque, et que celles-ci peuvent se transformer en un redoutable outil de manipulation populaire : la « désinformation participative ». Les institutions et les entreprises créent l'illusion de prendre les décisions avec le milieu intéressé, de réfléchir avec lui et, lorsque des groupes aux visées divergentes se créent, la stratégie est de les inciter à joindre les discussions officielles. (Voir l'invitation faite par la SODEC au collectif À tout prendre d'assister aux « réunions de travail » concernant le fonds commercial.)

Il reste que ce qui semble en train d'émerger grâce au regroupement de cinéastes et de producteurs À tout prendre, c'est un mouvement de solidarité comme nous n'en avions pas vu depuis longtemps dans le milieu du cinéma au Québec. Bien plus qu'un groupe de pression, le collectif ne défend aucun intérêt corporatiste, aucun groupe ou catégorie de créateurs en particulier, aucune cause sinon celle d'une meilleure équité dans les choix défendus par les institutions et les politiques qui les guident. Il vise avant tout à tenir le rôle de vigie face à la voracité des intérêts particuliers, en ramenant à l'avant-plan l'intérêt général. Le nombre d'appuis aux différentes actions entreprises recueillis jusqu'à maintenant, et provenant autant de créateurs d'horizons les plus divers que d'associations (l'ARRQ, DOC Québec, notamment), prouve qu'il est encore possible de parler d'une voix commune afin de briser la spirale dépressive qu'engendre l'isolement des cinéastes. Il rappelle également que la solidarité, qui n'a rien à voir avec le consensus, est à l'origine de toutes les avancées.

Si rien n'est jamais acquis, si la lutte pour l'équité qu'entame le collectif sur de multiples fronts s'annonce de longue haleine, on devine quand même qu'elle apporte déjà un peu d'oxygène aux créateurs. On ne peut qu'espérer qu'elle saura aussi ranimer une utopie, qui est sœur de la résistance, et permettre du coup aux cinéastes de rêver plus aisément leur art. « Les rêvent nous rapprochent », nous dit Godard, mais nous pourrions ajouter : parce qu'ils laissent le champ libre à tout ce qui est possible… et impossible; ou simplement inconnu. « Une culture ne vit que par ses trous, que par ses vides, écrit pour sa part Yvon Rivard [3], car c'est ainsi qu'elle se développe en aspirant à ce qui lui manque, à ce qui la dépasse.» À l'impossible, chacun est tenu.

Marie-Claude Loiselle

1. Phrase du Coran, citée par Godard dans ***Film socialisme*** et placée en ouverture du dossier de presse du film.
2. Tiré du texte « Pauvres nous », dans *Une idée simple*, Boréal, 2010, p. 72-73.
3. *Idem*, p. 76-77.